

Nous publions ci-après un extrait du rapport sur la situation politique en France présenté par le camarade P. Frank au 13^e Congrès du Parti communiste Internationaliste, dont les travaux se sont tenus ce mois-ci.

L'ECROULEMENT du régime parlementaire a laissé subsister une série d'organismes, d'institutions, de droits qui paraissent intacts, mais qui le sont peu et il suffira parfois d'une chiquenaude pour les faire s'effondrer.

Nous aurons encore des luttes ouvrières, mais ne comptons plus, pour toute une période, sur la possibilité de développements vers des luttes généralisées. Le front du mouvement ouvrier a été percé, militairement parlant; il faut, pour éviter une débâcle, comprendre qu'il faut se replier en arrière, se placer sur la défensive, et que celle-ci devra trouver les points essentiels sur lesquels se concentrer.

Un élément de la situation qui peut induire des gens en erreur, c'est le conflit qui existe effectivement entre de Gaulle et les gaullistes de stricte obédience d'une part et les fascistes et fascisants d'autre part.

Nous avons indiqué par ailleurs les différences qui existent entre le bonapartisme — qui s'appuie essentiellement sur les forces de l'Etat dominant toute la société, et le fascisme — qui comporte un mouvement de masses petites bourgeoises.

De toute façon, il est d'ores et déjà clair que l'arrivée au pouvoir du bonapartisme de de Gaulle a donné un stimulant au développement des forces et organisations fascistes: à Alger, on a un vrai mouvement fasciste; en France, on le voit se manifester comme jamais avant. En outre, le fascisme d'après la 2^e guerre mondiale, en France du moins, prend une forme originale: il a son armature dans des unités et cadres de l'armée elle-même.

LES PERSPECTIVES DU GOUVERNEMENT DE GAULLE

Quelles sont les perspectives possibles du gouvernement de Gaulle qui est en train de s'installer? Va-t-il se stabiliser? Va-t-il être un intermède vers le fascisme? Ou bien va-t-il conduire, comme Bourguiba le craint, vers le chaos et l'anarchie, vers la guerre civile?

Pour essayer de donner une réponse à ces questions, il faut partir des problèmes qui se posent devant de Gaulle, des problèmes qui ont précisément amené le capitalisme français à le porter au pouvoir avec l'espoir qu'il pourra les résoudre.

Il y a comme toile de fond le problème d'un ajustement de la superstructure politique avec une rénovation non négligeable de l'économie française, avec les perspectives du grand capital (marché européen, Afrique), pour être en état de retrouver une place importante dans le monde. Celui-ci exigeait depuis longtemps un « Etat fort ».

Il y a comme problème brûlant, conditionnant politiquement tout, celui de l'Algérie.

Il y a également des problèmes financiers immédiats (manque de devises), des menaces économiques fonction de la récession aux Etats-Unis.

Le capitalisme français a politiquement renforcé ses positions, en transmettant le pouvoir des mains débilés d'un gouvernement dépendant d'un Parlement déchiré, aux mains plus résolues de de Gaulle, libre d'agir arbitrairement, évidemment dans les conditions générales qui lui sont données.

Si on regarde des problèmes presque immédiats, comme celui des devises, il est certain que de Gaulle

aura de la part du capitalisme international tous les appuis nécessaires, au prix de très faibles concessions ou même pas de concessions de sa part. Le capitalisme international a su très rapidement apprécier l'importance de la victoire remportée en France sur la démocratie parlementaire, et à si bon marché. Il va essayer d'aider de Gaulle dans toute la mesure du possible, en dépit des divergences inévitables.

LE PROBLEME ALGERIEN

Le problème qui s'avère le plus difficile pour de Gaulle, c'est celui-là même qui a coûté la vie à la

QUELLE OPPOSITION A I

IV^e République, le problème de l'Algérie. S'il pouvait trouver une solution à ce problème, pas une solution historique bien sûr, mais une solution temporaire pour quelques années, non seulement il trouverait autour de lui les rares éléments de la bourgeoisie qui ne le sont pas encore, non seulement il apparaîtrait comme le pacificateur, l'homme de la paix, auprès de la petite bourgeoisie, mais même auprès de couches non négligeables de la classe ouvrière. Alors son régime se stabiliserait, sous la forme d'un arbitraire qui pourrait être à la rigueur légèrement libéral, à condition que les opposants ne dépassent pas certaines limites.

De Gaulle peut-il trouver une telle solution? Cela n'est pas une question d'imagination chez une personne ou un brain-trust. C'est une question des forces réelles en présence en Algérie.

L'armée française est décidée à y rester. Ses cadres sont nombreux à avoir des liens personnels avec l'Algérie ou dans les colonies. Sa puissance dépend beaucoup du maintien de l'empire colonial, et celui-ci s'effondrerait avec la perte de l'Algérie. L'armée n'est peut-être pas d'accord avec les potentats de la colonisation et même avec les petits colons sur ce qu'il faut faire en Algérie, mais elle est d'accord avec eux sur ce point: y rester.

Quant aux colons, et souvent les plus bas sur l'échelle sociale sont les plus acharnés, ils ne sont pas disposés à céder ce qui pourrait affecter le standing social qu'ils occupent en Algérie. L'égalité avec les indigènes? Formellement, dans un plébiscite passe encore. Mais, effectivement, ne pas dominer le pays, ne pas y être le Herrenvolk, cela ils ne peuvent pas l'accepter.

De l'autre côté, la montée des masses algériennes peut connaître des fluctuations, mais elle va dans le sens même de la Révolution coloniale dont elle est aujourd'hui la pointe avancée. Cependant est-il possible que, sous la pression de certaines difficultés militaires ou sous la pression des bourgeoisies tunisienne et marocaine, une aile du F.L.N. capitule et entraîne un effondrement de la Révolution algérienne pour un certain temps? C'est une hypothèse dont la probabilité est très faible, mais qui ne doit pas être exclue totalement. L'arrivée de de Gaulle au pouvoir a produit de sérieux clivages au sein du F.L.N., en l'absence de la moindre offre à celui-ci et seulement sur l'hypothèse d'un de Gaulle libéral.

Quand on rassemble tous les éléments du tableau, on peut dire que les possibilités pour de Gaulle de trouver une solution sont extrêmement minimes. A

la conférence de Tunis, Bourguiba et Mahommed V lui ont accordé un certain temps pour cela. Mais il a et peu de temps et peu de chances. Surtout parce que les colons constituent un élément quasiment irréductible, en dehors d'une défaite physique écrasante.

La « solution » algérienne que l'on peut entrevoir des propos de de Gaulle et de la nomination de Soustelle dans le gouvernement, c'est un renforcement militaire considérable (80.000 hommes et un nouveau dispositif de combat) pour obtenir une victoire rapide sur le plan militaire. Après quoi, on pourra trouver des « interlocuteurs valables » au

par Pierre FRANK

cours d'élections sous l'occupation militaire. Cela rappelle l'ancien tryptique de Guy Mollet, les quarts d'heure de Lacoste... et sera aussi peu efficace. Je laisse de côté les promesses à bon marché, les cantons témoins pour visiteurs internationaux, le timbre-poste, etc., tout cela montrant que « le général » et ses collaborateurs à la Malraux, ont une piètre idée des hommes et surtout des masses des pays colonisés.

Mais quelles sont les implications pour le cas le plus probable, celui où de Gaulle, loin de faire la paix, sera amené à poursuivre la guerre en Algérie d'une manière renforcée?

Il lui faudra recourir en France à des mesures de contrainte politique et économique accrues, et qui seront d'autant plus nécessaires que la marche de l'économie mondiale n'offre pas des perspectives souriantes pour l'Europe.

La continuation et l'accentuation de la guerre en Algérie auront pour effet d'obliger le gouvernement à lâcher rapidement son aspect paternaliste, et les divergences entre gaullistes et fascistes tendront à diminuer en vue de lancer un assaut commun contre les masses et leurs organisations.

UNE LUTTE DE CLASSES AGGRAVEE

Je me garderais bien de tracer des pronostics plus ou moins précis, parce que beaucoup trop de facteurs entrent en jeu dans la détermination du rythme et des formes. Il n'est même pas impossible que de Gaulle soit amené à un moment à passer la main à quelqu'un d'autre, quoique sa personne soit un atout considérable pour le capitalisme auprès de couches populaires qui ne voient pas en lui ni un fasciste ni un dictateur militaire. De toute façon, la guerre d'Algérie continuant signifierait inéluctablement une aggravation de la répression, une lutte de classe menée par l'Etat avec une violence accrue, l'accentuation de l'activité fasciste contre les ouvriers et leurs organisations. Les masses se laisseront-elles faire pratiquement sans combat? Ce serait un désastre; il est plus probable — et en tout cas, c'est là-dessus et pour cela que nous devons travailler — qu'il y aura des résistances, des luttes. Le gouvernement de Gaulle engagera en tout cas, au bout d'un certain temps, la lutte pour mater, étra-